

ANARCHIE DANS LES MARCHÉS DE LA VILLE

Où sont passés les budgets destinés à l'aménagement ?

● Les pouvoirs publics ont montré leurs limites quant à la sécurisation et la réorganisation de ces espaces qui se dégradent dans l'indifférence totale.

Une anarchie totale caractérise désormais les souks et autres marchés à Annaba-ville et sa banlieue. Elle est traduite par la multiplication de commerces informels à travers tous les quartiers de la cité, dont le cadre de vie subit un grand préjudice. «L'intervention visant l'éradication des marchés informels a, certes, permis la libération de plusieurs places publiques, mais reste insuffisante», estime le habitant de la ville du Jubbe. C'est le cas de le dire, puisque les vendeurs à la sauvette ne croient plus à la fermeté des autorités locales et jouent la carte du temps. En effet, dès qu'ils constatent une baisse de vigilance des agents de l'ordre, ils n'hésitent pas à réinstaller leurs étals et charrettes de fruits et légumes ou d'ustensiles et effets vestimentaires. «A la cité de la Plaine Ouest ou celle du 11 Décembre 1960, les charrettes sont omniprésentes. Les vendeurs à la sauvette quittent les lieux dès l'arrivée des policiers pour réinvestir les lieux juste après le départ de ces derniers, notamment en fin d'après-midi», a-t-on constaté. Baisse de vigilance également aux différents marchés de la ville où les pouvoirs publics ont montré leurs limites à réorganiser et sécuriser ces espaces très fréquentés qui continuent de fonctionner dans l'indifférence des uns et des autres. Les marchés les plus importants de la ville, en l'occurrence El Hattab et celui couvert, dit «Francis», en sont la parfaite illustration.



Ces deux sites névralgiques, situés en plein centre-ville, sont depuis quelques mois squattés par des délinquants qui agressent quotidiennement les passants.

Datant de la période coloniale et conçus pour approvisionner un nombre limité de citoyens, ces infrastructures sont devenues aujourd'hui exiguës et inadaptées à la nouvelle donne démographique. La dégradation très avancée du marché El Hattab fait que, durant l'hiver, celui-ci se transforme en véritable marécage, rendant difficile la circulation parmi les étals.

Malgré les 30 millions de dinars dérogés en 2009 pour sa réhabilitation, le marché couvert n'a enregistré aucun aménagement à la hauteur de sa renommée. «Où sont passées les enveloppes financières destinées à la rénovation des marchés de la ville ?» s'interrogent les citoyens annabis. Qualifiées de ventre de Annaba, ces structures commerciales n'offrent pas un cadre idéal pour le consommateur, qui doit supporter une odeur nauséabonde se dégageant à longueur de journée dans ces lieux devenus insalubres.

Leïla Azzouz

DÉGRADATION DES CIMETIÈRES

Les quatre cimetières de Annaba (Zarouane, Sidi Harb, Bougentass et Bouhdid) font l'objet ces derniers mois d'une dégradation avancée, constatent les habitants de la ville. L'inquiétude des citoyens se justifie, selon eux, par les nombreuses tombes «ensevelies» sous les herbes sauvages et la présence de vaches lâchées pour paître à longueur de journée et causant parfois la détérioration de tombeaux. L'état lamentable de ces lieux de repos est

dû au désintéressement des services techniques de la commune de Annaba. «L'herbage sauvage engloutit les tombes. Ces endroits mériteraient d'être réhabilités. Cela relève du respect pour nos morts. Au cimetière de Sidi Harb, les habitants des bidonvilles étalent leurs linges par-dessus les tombes. Pourquoi ce laisser-aller et ce non-respect de cet espace sacré», se lamentent des citoyens venus se recueillir sur les tombes des leurs.

L. A.

RÉSEAU ALGÉRIEN DES SCIENCES DE LA MER

Célébration de la Journée mondiale des océans

La promotion de la coopération scientifique internationale en Méditerranée et la réussite des projets nationaux de recherche (PNR) sur le milieu marin et le littoral, ont été la semaine écoulée au centre des travaux de journées d'études auxquelles ont participé des chercheurs du réseau algérien des sciences de la mer (RASMER) avec leurs homologues étrangers, dont le professeur Frédéric Briand, directeur général de la Commission internationale pour l'exploration scientifique de la mer Méditerranée (CIEM). Ces journées d'études, organisées à l'initiative de la direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique, ont permis aux participants d'échanger leurs points de vue sur l'élaboration d'une approche pluridisciplinaire à même d'assurer une gestion durable de l'environnement marin et de valoriser pour le mettre au service de l'économie, ont indiqué des intervenants. Marquant la célébration de la Journée mondiale

des océans, cette manifestation qui intervient après l'installation, en janvier 2011, du conseil scientifique du réseau algérien des sciences de la mer (RASMER), a été une occasion pour évaluer et définir des actions en matière de recherche scientifique dans le littoral algérien et tisser, en même temps, des relations de partenariat fécond. Le directeur de la CIEM qui a présenté un panorama sur la recherche marine en Méditerranée, estime que «la recherche scientifique doit être au service du développement économique et du bien-être social». Il a plaidé dans ce sens pour un développement de la coopération entre tous les pays de la Méditerranée en vue de protéger les fonds marins et les exploiter d'une manière rationnelle et durable au profit des communautés. Le professeur Frédéric Briand a, par ailleurs, estimé que le transfert de la technologie et de l'information en matière de ressources maritimes est une obligation scientifique entre les Etats méditerranéens



pour la sauvegarder les fonds marins. Le directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique, le professeur H. Aouarag, a annoncé, pour sa part, l'acquisition prochaine d'une navire scientifique pour la recherche maritime pour un montant de 15 millions de dinars. Ce navire sera mis à la disposition des chercheurs du RASMER dans la perspective de mieux connaître le fond marin algérien et de développer les axes de la recherche scientifique au profit de l'économie nationale.

Tewfiq G.

117 AFFAIRES AU RÔLE DE LA SESSION CRIMINELLE

Pas moins de 117 affaires sont inscrites au rôle de la deuxième session criminelle de la cour de justice de Annaba qui s'était ouverte en mai dernier pour se poursuivre jusqu'à juillet prochain. Au total, 188 personnes accusées de divers chefs d'inculpation, allant des crimes et agressions contre les personnes, à l'homicide volontaire avec préméditation, en passant par les coups et blessures à l'arme blanche, l'atteinte aux mœurs, le trafic de drogue et l'évasion fiscale, devront répondre des faits qui leur sont reprochés.

T. G.

CINQ OPÉRATIONS DE DÉVELOPPEMENT POUR BERRAHAL

Cinq opérations de développement sont retenues au titre de l'exercice 2011 au profit de Berrahal, une des communes satellites de la métropole, Annaba. Nécessitant une enveloppe de 60 millions de dinars, dérogés du budget communal, ces projets concernent la rénovation des réseaux d'évacuation des eaux usées des localités de Tacha et de Lakhouled, la réhabilitation des routes ainsi que la réalisation de pistes et de travaux d'aménagement destinés à l'amélioration et au relogement du cadre de vie. Par ailleurs, 10 millions de dinars ont été réservés aux travaux de réhabilitation du marché hebdomadaire, de l'abattoir et de dix écoles primaires de Berrahal.

T. G.

LANCEMENT DU DISPOSITIF DU CRÉDIT DÉFI

Le dispositif de crédit défi vient d'être lancé pour relancer l'investissement dans le secteur de l'agriculture. C'est ce qu'a révélé le directeur de wilaya de l'Office national des terres agricoles (ONTA), Mohamed Benguerba, qui a ajouté que des demandes d'octroi du crédit défi font l'objet actuellement d'une étude au niveau de cet organisme. Des facilités ont été accordées dans ce cadre aux agriculteurs désireux de bénéficier de ce type de crédits, à la seule condition que leurs projets d'investissement soient en adéquation avec le plan de développement de la wilaya. «Les premiers bénéficiaires vont créer des bâtiments d'élevage avicole et des serres multichampelles», précise-t-on.

T. G.

LA MERCURIALE EN HAUSSE

À la veille des vacances d'été, Annaba renoue avec la flamme des prix et l'anarchie générées par la prolifération de jeunes marchands ambulants qui ont installé, à même le sol, et dans des «tentes» de fortune, leurs marchandises. Naturellement les produits proposés concernent tout ce dont la ménagère à besoin durant le mois sacré. Certains de ces commerçants informels sont déjà à l'heure de la rentrée scolaire et étalent le tablier scolaire et autres effets pour enfants. La spéculation se fait à grande échelle et touche pratiquement tous les produits.

Les prix ont flambé ces derniers jours et continueront certainement leur ascension durant le mois de Ramadhan. Même les grandes chaleurs de ces derniers jours n'ont pas agi sur les prix quand on sait que, par exemple, la sardine un produit facilement périssable n'a pas vu son prix baisser. La hausse a atteint aussi le marché informel, d'habitude plus clément. Ainsi, la pomme de terre est proposée à 40 DA et l'oignon comme la tomate sont vendus à 35 DA. Quant aux prix des viandes, c'est une autre paire de manches; le poulet est à 300DA/kg et l'escalope de dinde à 700 DA.

A. S.

SIDI SALEM OPÈRE SA MUE

Le plus gros site précaire qu'était la localité de Sidi Salem est désormais dans les méandres des souvenirs. C'est l'exemple type de cités qui se sont métamorphosées. Le plus grand bidonville hérité de la période coloniale, Sidi Salem, a opéré sa mue progressivement pour devenir une cité viable et promue au statut de futur pôle touristique. L'éradication de la cité dite SAS permettra à la localité de changer entièrement de look et de statut. C'est le quartier le plus peuplé, et qui, paradoxalement, n'a pas encore été érigé en commune comme le souhaite le mouvement associatif, et ce dans la perspective d'une meilleure gestion de ses contraintes. Les habitations précaires ont toujours été un obstacle de taille entravant la dynamique de la construction, mais la problématique s'est posée en terme d'occupation de terrains d'assiette et non pas en terme de programmes d'habitat. A noter qu'un effort considérable dans ce sens a été consenti pour atténuer la pression sur le logement.

A. S.